

*l'Anti*capitaliste

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

n°792 | 19 mars 2026 | 2 €



PAS UNE VOIX NE DOIT MANQUER

CONTRE L'EXTRÊME DROITE!

ZOOM

Kanaky. Mobilisation
le 21 mars contre le passage
en force colonial

Page 3

ARGUMENTS

Guerre contre l'Iran : une
opération impérialiste aux
conséquences globales

Pages 4-5

LUTTER

LGBTI. Les lieux
culturels queer
en danger

Page 6

CHAMP LIBRE

Le NPA-A au second
tour des municipales
2026

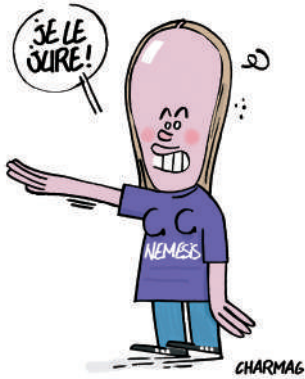
Page 8

Édito

Finalement,
un nazi est un nazi

Par ALEX BACHMAN

Le 17 février, Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale, organisait une minute de silence en hommage à Quentin Deranque — acmé de la campagne engagée à la suite de la mort du militant d'extrême droite, alors dépeint comme un jeune catholique dévoué aux autres. Le véritable profil de Deranque n'a pas tardé à resurgir, celui d'un militant d'extrême droite de sa génération, passant de l'Action française, catholique, à des groupes identitaires, païens et néonazis. Un jeune fasciste dont les idées sont documentées par ses nombreuses publications radicalement racistes, antisémites, négrophobes, anti arabes, sur les réseaux sociaux: apologie d'Adolf Hitler, plaisanteries sur l'extermination des Juifs, déclarations pour le fascisme comme projet politique. Cette séquence a été un accélérateur de la campagne contre LFI menée main dans la main par la droite et la gauche sociale-libérale, qui a permis au RN de rentrer dans «l'arc républicain» et au PS de contester l'hégémonie de LFI à gauche. Au-delà de LFI, c'est toute la gauche sociale et politique — la gauche antilibérale, la gauche du non au référendum en 2005, celle des batailles pour les retraites, celle qui est solidaire avec la Palestine — qui est menacée d'effacement. N'oublions pas qu'une disparition de la gauche est possible. C'est ce qui s'est passé en Italie, ce qui a permis l'arrivée des néofascistes au palais Chigi. Pour défendre notre camp social, pour mettre fin aux politiques de casse sociale, sécuritaires et racistes, qui ont alimenté l'extrême droite depuis des décennies, il faut l'unité la plus large de la gauche sociale et politique. Nous n'avons pas d'autre choix.

ALICE CORDIER DÉMENT
AVOIR FAIT UN SIGNE NAZI

Bien dit

Alias Benito

Qui s'attendait à ce que l'*Anticapitaliste* cite NATHALIE SAINT-CRICQ en «Bien dit»? Elle a une fois de plus pensé qu'elle était hors micro lorsqu'elle a qualifié ainsi Éric Ciotti, rallié à l'extrême droite. On mesure une fois de plus le poids des deux mesures puisqu'elle a été suspendue une semaine alors que toutes les horreurs peuvent être dites sur les militantEs de gauche en toute impunité. Soutien (très) critique donc.

Le 22 mars, pas une voix ne doit
manquer contre l'extrême droite!

Le premier tour des municipales est marqué par une forte abstention, par la progression de l'extrême droite, la recomposition autour de l'union des droites. Face à ce danger, l'enjeu du second tour est clair: empêcher l'extrême droite de gagner, refuser d'abandonner les villes à la droite, consolider la gauche de combat et construire un front antifasciste durable.

Le premier tour de ces élections municipales s'est déroulé dans un contexte d'offensive contre la gauche, les antifascistes et LFI après la mort du jeune militant fasciste Quentin Deranque à Lyon. Cette séquence a servi de prétexte à une nouvelle campagne de délégitimation, participant à banaliser les discours réactionnaires et à installer un climat de fascisation.

Vers l'union des droites?

Alors que le macronisme se prend une nouvelle gifle, les résultats montrent l'implantation et la progression de l'extrême droite. Dans plusieurs dizaines de villes, les listes du Rassemblement national arrivent en tête. Les sortants RN sont partout largement réélus, à l'image de Perpignan, Hénin-Beaumont, Hayange ou Fréjus. À Marseille, le RN arrive en deuxième position avec 35% des voix et peut gagner la ville. À Paris, la fasciste Knafo dépasse les 10%. L'extrême droite se sert de ces élections comme d'un tremplin pour accélérer sa stratégie d'union des droites. Bardella appelle à la fusion avec les «listes de droites sincères» et va jusqu'à proposer des désistements. Certains ont bien compris le message. Rachida Dati, à Paris, a ainsi lancé un appel au rassemblement avec LR mais aussi avec Reconquête, dont la candidate s'est retirée pour favoriser sa victoire. Les digues sautent les unes après les autres.

De bons résultats pour
la gauche de rupture

Mais cette progression n'est pas une fatalité. Le score des listes d'une gauche de rupture avec les politiques libérales constitue un point d'appui réel dans de nombreuses villes. La France insoumise réalise de bons scores malgré un acharnement médiatique sans précédent. Elle l'emporte même dès le premier tour à Saint-Denis. Dans de nombreuses villes, des dynamiques unitaires ont permis d'ancrer des perspectives alternatives: à Toulouse, à Nantes, à Tours ou encore à Lyon. Le NPA-A a fait le choix de l'unité avec LFI ou d'autres forces de gauche, autour de programmes

sociaux, écologiques et démocratiques. Ces résultats montrent qu'une autre gauche existe et peut convaincre (lire page 8 des éléments sur nos campagnes locales de second tour).

Une responsabilité
politique majeure

Là où la droite et l'extrême droite peuvent gagner ou conserver des municipalités, comme à Paris, Marseille, Toulon, Saint-Étienne ou Angers, il était de la responsabilité des listes de gauche arrivées en tête de réussir les conditions de l'union. Face à l'extrême droite, le NPA-A a appelé depuis le début au rassemblement de la gauche, comme avec le NFP en 2024.

En refusant un accord national au soir du premier tour, et en refusant toute une série d'accords locaux pourtant indispensables, la responsabilité du PS est énorme dans le risque de victoires de la droite et de l'extrême droite. Dans une situation marquée par la montée des idées réactionnaires, refuser l'unité revient à laisser le champ libre à leurs avancées.

Se mobiliser pour
le second tour

La gauche politique, syndicale et associative doit organiser des mobilisations et initiatives de rue entre les deux tours et mobiliser les quartiers populaires, la jeunesse et les travailleurEs. Pas une voix ne doit manquer contre l'extrême droite! Mais le combat ne s'arrête pas au soir du 22 mars. Dès le lendemain, il faudra continuer à construire un front de riposte antifasciste. Cela suppose de reconstruire des solidarités concrètes dans les quartiers populaires, sur les lieux d'étude et de travail, de renforcer les mobilisations sociales et de mener la bataille contre les idées racistes et réactionnaires. Au niveau national, des échanges ont lieu, des initiatives se construisent, pour avancer vers la construction de ce large front antifasciste inscrit dans la durée. Face à la fascisation, la réponse doit être à la hauteur: unitaire, combative et ancrée dans les luttes.

La rédaction



À Saint-Étienne. © NPA-A



À Tours. © NPA-A



À Paris. © MARCHÉ DES SOLIDARITÉS



À Strasbourg. © PHOTOTHÈQUE ROUGE / ALEXANDRE



À Montpellier. © NPA-A

Acturama

Après la très grande réussite de la mobilisation féministe le 8 mars, nouvelle démonstration que la gauche des luttes est bien vivante le 14 mars, avec des marches contre le racisme, le fascisme et les violences d'État dans toute la France. Des dizaines de milliers de personnes se sont retrouvées dans une ambiance aussi rassembleuse que combative pour refuser la fascisation et occuper la rue.

KANAKY Mobilisation le 21 mars contre le passage en force colonial

Depuis plusieurs mois, le gouvernement cherche à imposer une sortie du cadre des accords de Nouméa, en remettant en cause le processus de décolonisation pourtant reconnu par l'ONU. Le projet dit « accord de Bougival », imposé en juillet 2025 contre l'avis du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), prévoit la création d'un « État » de Kanaky-Nouvelle-Calédonie intégré à la République française. Une formule qui ne correspond en rien à une indépendance.

Le 24 février, le Sénat a adopté la révision constitutionnelle correspondante, malgré de fortes critiques, y compris au sein du camp non indépendantiste. Tous les signaux sont pourtant au rouge : l'absence de consensus

À l'appel du Collectif Solidarité Kanaky et de la Cellule de mobilisation Paris pour Kanaky, une manifestation nationale aura lieu le samedi 21 mars à 14 h à République. Dans un contexte de passage en force de l'État français, il s'agit d'affirmer la solidarité avec le peuple kanak et d'exiger le respect de son droit à l'autodétermination.



local, condition historique des équilibres politiques en Kanaky, fait peser le risque d'une nouvelle explosion. L'exécutif persiste néanmoins à avancer, dans la continuité des méthodes déjà à l'œuvre lors du troisième référendum imposé en 2021 ou de la tentative de dégel du corps électoral en 2024.

Faire respecter le droit à l'autodétermination

C'est dans ce contexte que s'organise la mobilisation du 21 mars, à l'occasion de la journée internationale contre les discriminations raciales et de l'ouverture

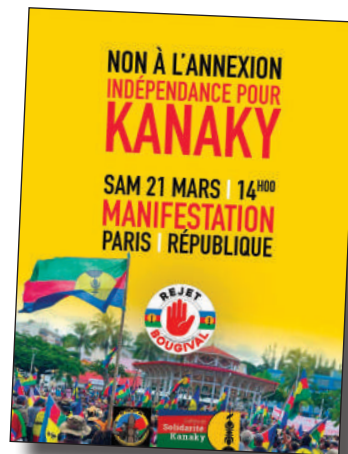
de la semaine anticoloniale et antiraciste. Les organisateurs appellent à « l'abandon immédiat du projet d'accord de Bougival » et au « respect du droit à l'autodétermination du peuple kanak ». Alors que le texte doit être examiné à l'Assemblée nationale fin mars, l'enjeu est clair : empêcher un nouveau passage en force et imposer la réouverture de discussions dans le cadre des accords de Nouméa. Plus largement, il s'agit de rappeler qu'aucune solution durable ne peut être imposée contre la volonté du peuple kanak.

An Gwesped

Répression et justice coloniale

Cette politique s'accompagne d'une répression massive. L'avis rendu en janvier 2026 par la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) dresse un constat accablant : « répression violente, parfois mortelle », traitement judiciaire différencié entre Kanak et non-Kanak, « mesures de rétorsion collective » visant les populations kanak. Plus de 2 500 gardes à vue ont été recensées, visant quasi exclusivement des Kanak, tandis que les milices loyalistes n'ont fait l'objet d'aucune poursuite.

Dans ce contexte, la mort de Frédéric Grochain le 6 février, Kanak de 31 ans transféré en métropole après les révoltes de 2024, a profondément choqué. Retrouvé mort dans sa cellule après des mois d'isolement, il incarne les conséquences d'une politique carcérale qui prolonge la domination coloniale : éloignement forcé, isolement, défaillances dans la prise en charge sanitaire. Pour le FLNKS, il s'agit d'« une victime directe du système judiciaire et carcéral colonial ».



ANTIRACISME Pour Nahel, contre l'impunité policière et les dénis judiciaires

Le 21 mars à Nanterre, une marche est appelée pour Nahel et contre les violences policières. Dans un contexte de dénis de justice répétés, cette mobilisation s'inscrit dans une séquence de luttes contre le racisme d'État.

Le 27 juin 2023, Nahel Merzouk, 17 ans, était tué d'une balle tirée à bout portant par un policier lors d'un contrôle routier. Près de trois ans plus tard, l'affaire reste emblématique des violences policières et du traitement judiciaire qui les accompagne. Le 5 mars, la cour d'appel de Versailles a requalifié les faits : le policier ne sera pas jugé pour meurtre, mais pour « violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner ».

Une requalification qui organise l'impunité

Cette requalification réduit la peine encourue, modifie la juridiction saisie — plus de cour d'assises ni de jury populaire — et redéfinit le cadre même du procès. Alors même que le tir a été effectué à très courte distance, dans une zone vitale, la justice choisit d'écarter l'intention homicide, en s'appuyant sur le contexte d'« opération policière ».

Ce choix suscite une légitime indignation. La mère de Nahel l'a exprimé avec force :

« ils le tuent une deuxième fois ». Les avocats des parties civiles dénoncent une « qualification au rabais » et une décision politique visant à éviter qu'un policier soit jugé pour meurtre. Toutes les parties — parquet, défense, famille — ont formé des pourvois en cassation.

Au-delà de ce dossier, c'est un fonctionnement structurel qui est en cause : la difficulté à faire reconnaître pénalement la responsabilité dans les violences policières, qui contribue à installer une exception qui vaut exemption.

Une mobilisation nécessaire

En février, la Cour de cassation a confirmé le non-lieu dans l'affaire Adama Traoré, malgré des années de mobilisation et la reconnaissance d'un lien entre l'interpellation et la mort. Là encore, aucune condamnation. C'est donc pour Nahel mais pas seulement, que nous appelons à participer à la marche du 21 mars à Nanterre, à l'initiative du collectif Justice pour Nahel. « Pour Nahel, pour tous nos enfants, pour toutes les victimes de

violences policières », l'appel invite à marcher pour « la dignité, la vérité et la justice ». Cette mobilisation s'inscrit dans la continuité des manifestations contre le racisme du 14 mars, qui ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes à travers le pays (voir ci-contre l'acturama). Face à l'impunité, seule la mobilisation collective peut imposer un rapport de force contre un système qui produit et protège ces violences. La lutte contre le racisme institutionnel est une composante centrale de la résistance à la fascisation.

Commission nationale antiracisme



No comment

J'aurai l'honneur de prendre Cuba d'une manière ou d'une autre

DONALD TRUMP a réitéré ce lundi 16 mars ses menaces à l'égard de Cuba. Alors que des négociations sont en cours et que les autorités cubaines sont contraintes à d'énormes concessions, il ajoute : « Je veux dire que je le libère, que je le prenne, je pense que je peux faire ce que je veux avec. » L'impérialisme à visage découvert.

Agenda

Vendredi 20 mars, Projection-débat Hommage à la Catalogne, Les Lilas (93).

À 20 h, un Lieu pour respirer, 15, rue Chassagnolle, 93260 Les Lilas.

Samedi 21 mars, manifestation «Non à l'annexion, indépendance pour Kanaky», Paris (75). À 14 h à République.

Samedi 21 mars, marche pour Nahel, Nanterre (92). À 14 h 30, place de la Boule à Nanterre, direction place Nelson Mandela.

Dimanche 22 mars, repas de soutien à la Palestine, Paris 20^e. À 12 h 30, à la Cantine des Pyrénées, 77, rue de la Mare.

Mercredi 25 mars, Projection du film Occupations, Paris 5^e. À 18 h, Amphithéâtre 34A, Campus Pierre et Marie Curie, Sorbonne université, 4 place Jussieu.

Jeudi 26 mars, réunion de présentation du Manifeste pour une révolution écosocialiste avec Christine Poupin, Lyon (69). À partir de 18 h 30 à la Maison de l'Écologie, 4, rue Bodin, 69001 Lyon.

Dimanche 29 mars, manifestation «Un logement pour tous», Paris (75). À 15 h, place de l'Hôtel-de-Ville.

Dimanche 29 mars, Journée de la terre avec trois voix de Palestine: Rania Madi, Sbeih Sbeih et Salah Amouri, Montreuil (93). À 16 h à l'AÉRI, 57, rue Étienne-Marcel.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion@lanticapitaliste.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et de
communication.
SARL au capital
de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

**Directrice
de publication :**
Penelope Duggan

**Secrétaire
de rédaction :**
Olivier Lek Lafferrière

Graphisme :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

Campagne «1 euro contre les violences policières»

Entre 2005 et 2025, plus de 560 personnes ont été tuées par la police. À la violence initiale s'ajoute une autre réalité : celle de la précarité des familles, confrontées aux frais judiciaires, au suivi psychologique et aux coûts du deuil. La campagne « 1 euro contre les violences policières », organisée par Œil au Beurre Noir avec le réseau Vérités-Justice, appelle à une levée de fonds tout au long du mois de mars. Objectif : soutenir matériellement et symboliquement les familles endeuillées et survivantes.



Iran, stopper la guerre impérialiste!

La guerre israélo-étatsunienne contre l'Iran est entrée dans sa troisième semaine, dépassant déjà la durée de la guerre des douze jours déclenchée par Netanyahu en juin dernier.

Elle ne se limite pas à l'élimination des dirigeants iraniens ou à la destruction d'infrastructures militaires et nucléaires : les destructions sont massives et la vie des populations civiles est profondément bouleversée. Les bombardements touchent les zones résidentielles et les infrastructures industrielles, causant de nombreuses victimes civiles. Le bilan humain s'alourdit, certaines ONG évoquant plus de 5 000 morts depuis le 28 février.

Des conditions de vie très dégradées

Trump s'est engagé dans cette guerre sans réelle perspective politique. Il espérait fissurer le régime iranien et trouver des interlocuteurs, mais la pression sécuritaire empêche toute voix dissidente. Netanyahu, de son côté, a un objectif clair : poursuivre sa guerre illimitée pour affaiblir les pays de la région et faire d'Israël la puissance dominante au Moyen-Orient.

La situation se dégrade fortement en Iran. L'inflation et les pénuries s'aggravent, tandis que la répression s'intensifie. La population est étroitement surveillée, Internet est restreint et les villes sont quadrillées de checkpoints. La pression augmente notamment au Kurdistan. Dans les prisons, les conditions de détention se détériorent : à la prison d'Evin, l'électricité dépend d'un générateur, l'eau chaude est coupée et les familles sont sans nouvelles de leurs proches. Face aux défections du personnel pénitentiaire, des Gardiens de la révolution assurent souvent le contrôle.

Conscient qu'une campagne de bombardements ne suffira pas à le renverser, le régime, et notamment les Gardiens de la révolution, se donne tous les moyens pour se maintenir au pouvoir.

Riposte militaire asymétrique

Militairement, la riposte iranienne est asymétrique et vise à accroître le coût du conflit pour l'économie mondiale. Le détroit d'Ormuz, par où transite près de 25 % du pétrole mondial, est devenu un point de tension majeur. Malgré ses déclarations affirmant l'anéantissement des capacités militaires de l'Iran, Trump envoie des renforts et appelle ses alliés, dont l'OTAN, à sécuriser le flux de pétrole, tout en faisant face à une opposition croissante dans son pays. En bombardant les installations militaires de l'île iranienne de Kharg, les États-Unis ont soigneusement évité de frapper les infrastructures pétrolières et les terminaux qui servent à l'exportation de près de 90 % du pétrole iranien. Alors que le prix du baril avoisine les 100 dollars, que les réserves d'urgence sont désormais utilisées, une accélération de la crise énergétique est à craindre. Le prix des produits raffinés a augmenté bien plus que celui du baril de pétrole. La hausse des prix se diffuse à l'ensemble des chaînes de valeur, et provoque une spirale inflationniste qui inquiète les dirigeants occidentaux. Si Trump épargne les infrastructures pétrolières de l'Iran, c'est qu'il rêve de les faire fonctionner pour ses intérêts. De son côté, la République islamique d'Iran menace de cibler les entreprises pétrolières du Golfe si les États-Unis et Israël venaient à détruire les installations iraniennes. Il faut dire que le pétrole est la principale ressource du régime et une source d'enrichissement de ses « élites ».

Aujourd'hui, pris en étau entre la guerre impérialiste et la dictature, les peuples n'aspirent qu'à une chose : que cette guerre puisse se terminer rapidement et qu'enfin les luttes sociales et démocratiques puissent reprendre, afin d'en finir avec la République islamique d'Iran.

Babak Kia



La guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran s'inscrit dans une escalade impérialiste au Moyen-Orient. Au-delà des objectifs affichés, elle vise à renforcer la domination régionale et le contrôle des ressources énergétiques. Ses effets sur les populations sont dramatiques et ses conséquences économiques sont globales. Dossier coordonné par la rédaction

Enjeux économiques de la guerre contre l'Iran

Les effets économiques de la guerre contre l'Iran sont pour le moment limités. Mais la tension sur les marchés de l'énergie et les risques inflationnistes posent la question centrale de la durée de la guerre.

Trump déclare que la hausse du prix du pétrole est un « tout petit prix à payer pour la paix et la sécurité des États-Unis ». Il qualifie la guerre en Iran de « courte excursion », rien de plus qu'une « escapade ». D'ailleurs, il y a déjà plus d'une semaine, il disait que « la guerre est pratiquement terminée » puisque « presque tout est détruit en Iran ». Ces déclarations visent avant tout à rassurer face aux signes de fébrilité de l'économie mondiale.

Inquiétudes sur les prix de l'énergie

En effet, l'arrêt du transit par le détroit d'Ormuz a fait bondir les prix du gaz et du pétrole, autour de 100 dollars le baril et 55 euros le MWh (mégawattheure). La crainte est une spirale classique : hausse des coûts de production, ralentissement de la croissance, montée du chômage et de l'inflation — un mécanisme déjà observé en 2022-2023 et surtout lors des chocs pétroliers de 1973 et 1979. Ces inquiétudes sont fondées. Le détroit concentre 20 % des flux mondiaux de gaz liquéfié et 25 % du pétrole (brut et produits raffinés). Il est un nœud stratégique majeur pour l'approvisionnement de l'Asie, atelier du monde, ce qui signifie qu'un choc de coûts peut se diffuser à l'ensemble de l'économie mondiale. Il concerne aussi 30 % des engrais et 90 % du blé consommé au Moyen-Orient. Et le pétrole représente près de 50 % des recettes fiscales des pays du Golfe.

Par ailleurs, la riposte iranienne a profondément déstabilisé les chaînes de raffinage, de stockage et de distribution : le champ pétrolier géant de Shayba, à la frontière des Émirats arabes unis, est fermé ; les ÉAU ont stoppé la raffinerie de Ruwais, l'une des plus grandes au monde ; le Qatar a fermé sa principale usine de gaz liquéfié. La remise en route prendra plusieurs semaines, et davantage encore pour retrouver des capacités normales.

Des effets immédiats limités

Ce qui explique les signes de fébrilité des derniers jours : une réunion spécifique du G7 sur les conséquences économiques de la guerre a été convoquée. Le Japon, puis l'Allemagne et les États-Unis ont puisé dans leurs stocks stratégiques, tout comme l'Agence internationale de l'énergie (AIE), à hauteur de 400 millions de barils, pour la



première fois de son histoire. Cette mobilisation exceptionnelle a sans doute rassuré populations et entreprises, sans pour autant avoir d'effet significatif sur les marchés.

Et pour cause, les effets économiques de la guerre restent pour l'instant relativement limités. Certes, le cours de l'or progresse et les prix du pétrole et du gaz demeurent élevés. Mais on est loin des chocs de 1973, où le prix du baril avait doublé instantanément. Même constat pour le gaz en 2022 (Ukraine) : autour de 60 euros le MWh début mars, contre près de 335 euros en août. Surtout, même s'ils restent flous, les objectifs économiques de guerre sont bien intégrés par le capital étatsunien : l'économie n'est pas la victime de la guerre de Trump, mais l'un de ses moteurs. Celle-ci répond à des problèmes d'accumulation, où le contrôle politique d'un pétrole bon marché devient central. La réaction limitée des marchés financiers et l'afflux de capitaux vers les États-Unis — visible dans l'appréciation du dollar — indiquent que cette guerre n'est pas perçue, à ce stade, comme une aventure déraisonnable, dans un contexte d'offre pétrolière structurellement excédentaire et

de possible retour du pétrole vénézuélien sous contrôle étatsunien, exerçant une pression à la baisse sur les prix.

La durée de la guerre, enjeu décisif

Le problème des couches dirigeantes aux États-Unis réside dans la durée. À court terme, les États-Unis sont relativement protégés grâce à leurs stocks et à leur production domestique.

La banque centrale étatsunienne montre toutefois des signes d'inquiétude face à un possible retour de l'inflation. Si l'Union européenne, l'Asie et le Sud global seront les premiers touchés, l'interdépendance des marchés finira aussi par atteindre les États-Unis.

Dans un contexte de forte contestation interne, de divisions au sein de la base MAGA et d'échec de la politique protectionniste — tant sur l'industrialisation et l'emploi que sur le niveau de vie — un enlisement pourrait s'avérer coûteux pour Trump. Les logiques d'interdépendance économique pourraient alors devenir déstabilisatrices pour l'économie mondiale.

William Donaura

ÉCOLOGIE Nucléaire: la nouvelle arnaque de Macron

Le 10 mars, Macron a organisé un sommet international pour renforcer la place du nucléaire dans la transition énergétique. Ce raout nucléocrate suit les engagements pris à la COP 28, à Dubaï: tripler les capacités nucléaires civiles d'ici 2050.

Dirigeants des États, financeurs, industriels, organisations mondiales étaient réunis pour relancer un nucléaire « nouvelle génération » (une de plus). Aujourd'hui, 417 réacteurs produisent 9% de l'électricité mondiale, c'est moins de 2% de l'énergie finale consommée. Pour faire face à une demande en hausse au niveau mondial, les apprentis sorciers prévoient d'augmenter la durée de vie des centrales, de construire de « petits réacteurs », les SMR (Small Modular Reactor), de poursuivre le programme ITER, une chimère, projet qui engloutit des milliards depuis 1985.

Le financement ?

Greenpeace a estimé le coût de la relance entre 380 et 650 milliards, si les délais sont respectés. Ce dont on peut douter vu les dépassements de l'EPR de Flamanville (+17 milliards €) et d'Hinkley Point (+14 milliards €). Devant les coûts avancés, les instituts financiers se sont tus. La Cour des comptes a estimé, le 14 janvier 2026, que « le nucléaire a une rentabilité médiocre » et s'inquiète de « l'accumulation de risques et de contraintes qui pourraient conduire à un échec du programme d'EPR2 ». Macron annonce aujourd'hui que c'est le livret A, mode d'épargne préféré des FrançaisEs, qui financera 60% du programme EPR2. Un montage fumeux, insuffisant pour financer ces 6 EPR2 d'ici 2050 (84 milliards € valeur 2026) et les 8 suivants, le « grand carénage » (prolongation des centrales à 50 et 60 ans), les usines de fabrication et de retraitement des combustibles, le projet Cigéo (d'enfouissement des déchets) à Bure...

Le nucléaire, dépendant et vulnérable

Le nucléaire français dépend entièrement du russe Rosatom, premier enrichisseur d'uranium et constructeur de centrales nucléaires au monde. Développer le nucléaire c'est soutenir le régime criminel de Poutine, contradictoire avec le soutien à l'Ukraine brandi hypocritement par Macron. La présence d'infrastructures nucléaires dans les zones de conflit accroît le risque de catastrophe humanitaire et environnementale, intentionnelle ou pas. À l'heure des guerres en Ukraine, en Iran, la limite entre nucléaire civil et militaire est bien ténue. De plus, d'après une responsable de Greenpeace: « Non seulement le nucléaire n'est pas la solution pour sortir au plus vite des énergies fossiles, contrairement aux énergies renouvelables et aux économies d'énergie, mais sa vulnérabilité aux événements climatiques extrêmes, ainsi que la dépendance du secteur aux aléas géopolitiques créent une insécurité énergétique mondiale incompatible avec la marche actuelle et future du monde ». Choisir le nucléaire: une réponse risquée, coûteuse, rigide et inadaptée à l'urgence.

La transition énergétique ne peut se faire qu'avec les renouvelables et des baisses de la consommation d'énergie. La réponse écosocialiste passe par l'arrêt du productivisme, du consumérisme à tout va et par une reconversion démocratiquement planifiée.

Commission nationale écologie

RÉARMEMENT DÉMOGRAPHIQUE ET NUCLÉAIRE



LGBTI Les lieux culturels queer en danger

Les lieux culturels queer subissent des pressions croissantes, entre plaintes pour nuisances, contrôles policiers et difficultés financières. À Paris comme ailleurs, ces attaques menacent des espaces essentiels de sociabilité et d'organisation pour les personnes LGBTI.

Le WAB (we are brewers), un bar queer parisien accueillant régulièrement des drag shows, a annoncé être sous le coup d'une procédure judiciaire début février. La raison? Le lieu a reçu plusieurs plaintes pour nuisances sonores, ce qui pourrait le contraindre à des conséquences « financières exorbitantes », et doit annuler de nombreux événements sous peine d'une « interdiction complète des spectacles », nous explique le bar dans son communiqué.

Le WAB n'est pas une exception: d'autres bars queer parisiens comme la Mutinerie ou le Merci Marsha ont reçu des plaintes similaires pour nuisances sonores. Mais est-ce vraiment le bruit le problème? Les bars hétéro voisins de ces bars queer font tout autant de bruit et n'ont pourtant pas l'air de recevoir la moindre plainte.

Des lieux rares et précieux

On pourrait naïvement se demander pourquoi les bars queer reçoivent plus de plaintes si visiblement le bruit n'est pas le problème. La raison est simple: ce sont des bars queer. Ces bars accueillent souvent des drag shows, des cabarets, des cercles de parole ou des permanences d'associations. Ils sont un moyen de sociabilité pour une communauté discriminée dans la société. Ces lieux sont rares et



précieux, même à Paris! Et surtout, nombre de conservateurs et de réacs rêvent de les faire fermer.

Ces attaques ne sont pas isolées, elles s'inscrivent dans une offensive plus large contre les lieux culturels queer et contre les personnes LGBTI. Il y a quelques mois, c'était la librairie Violette & co qui était attaquée pour des albums de coloriage pour enfants au sujet de la Palestine. Si beaucoup de librairies proposent des ouvrages sur la Palestine, il n'est pas anodin que la seule

librairie féministe et lesbienne de Paris ait été perquisitionnée pour cela.

Attaques judiciaires, policières et financières

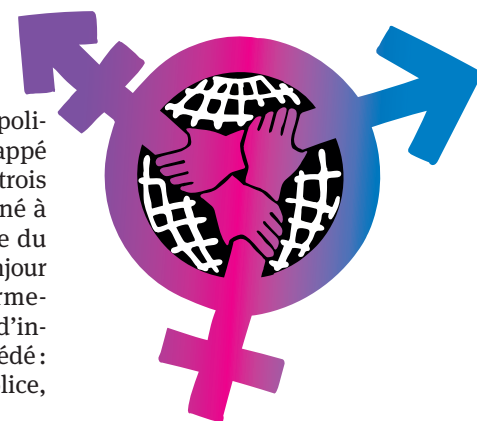
Cela fait écho au contrôle policier arbitraire qui avait frappé le Bonjour madame il y a trois ans. Ce contrôle avait mené à une fermeture temporaire du bar. Le communiqué du Bonjour madame suite à cette fermeture rappelait le contexte d'intimidations qui avait précédé: passages réguliers de la police,

contravention pour des terrasses qui dépassaient... Fort heureusement, le bar a pu rouvrir en partie grâce au soutien de la communauté qui s'est mobilisée! Sans même toutes ces attaques, les lieux culturels queer sont quotidiennement en danger à cause du capitalisme. De nombreux bars queer rencontrent régulièrement des difficultés financières: par exemple, la Mutinerie avait été placée en redressement judiciaire il y a bientôt deux ans. Le bar avait pu s'en sortir, notamment grâce à un soutien massif de la communauté!

On pourrait également citer Matthias Renault, député RN de la Somme, qui souhaitait baisser les subventions au mouvement associatif en citant les « Trans Musicales », connues « pour l'organisation de festivals de musique d'artistes transgenres », selon lui...

Les attaques contre la communauté LGBTI augmentent, nous devons continuer de lutter pour la préservation de nos espaces culturels!

Commission LGBTI



En bref

Budget 2026. Transphobie d'État

Le budget 2026, adopté par le recours au 49.3 par le gouvernement, introduit de nouvelles mesures de casse sociale qui comportent une disposition transphobe. Ainsi, à compter du 1^{er} mars, il faut payer 50 euros pour saisir un tribunal judiciaire ou les prud'hommes. Ainsi, il sera nécessaire de payer 50 euros pour tout changement d'état civil.

Il s'agit d'une nouvelle attaque à l'autodétermination des personnes trans. La procédure actuelle est lourde et complexe. Les personnes trans doivent réunir des preuves, compléter un dossier administratif long et attendre la décision d'un magistrat. Cette procédure est dénoncée par de nombreuses associations, institutions internationales et organisations de défense des droits humains.

Cette disposition précarise d'autant plus les personnes trans. Dans la France de Macron, lorsqu'on est un·e étudiant·e, un·e jeune travailleur·e précaire ou une personne au chômage, 50 euros représentent beaucoup.

Il est nécessaire de lutter pour un changement d'état civil libre, gratuit et sur simple demande, sans dépendre d'une décision du tribunal, comme le revendique la campagne Juge pas mon genre de l'association Toutes des femmes. Nous devons nous mobiliser pour l'autodétermination complète des personnes trans.

Jeunesses anticapitalistes

Loire-Atlantique. Victoire après 104 jours de grève des éduc de rue

Après 104 jours de grève, les éduc « de rue » de l'Agence départementale de prévention spécialisée de Loire-Atlantique ont remporté une victoire importante. En novembre 2025, leurs employeurs — département et mairies réunis en groupement d'intérêt public — annoncent la suppression de 22 jours de congés au nom de l'application de la loi sur les 1607 heures annuelles. Les salariéEs dépendaient jusque-là d'une convention collective de droit privé plus favorable sur les congés, mais moins sur les salaires. Hors de question pour l'ADPS d'augmenter ces derniers.

Les éduc se mettent en grève le 19 novembre et construisent un mouvement durable et solidaire: assemblées générales quotidiennes, commissions, actions décidées collectivement. Une caisse de grève est rapidement mise en place et dépasse 55 000 euros grâce aux soutiens syndicaux, militants et individuels. Des initiatives festives et des actions publiques, notamment lors de conseils municipaux et de réunions de campagne, permettent de maintenir la pression.

Après plus de deux mois de conflit, les négociations s'ouvrent et aboutissent à des avancées significatives: maintien de 6,5 jours de congés, augmentation des RTT et revalorisations salariales importantes, permettant un alignement à 90% sur les grilles des agents du département. Les hausses atteignent entre 250 et 450 euros net mensuels. Une victoire qui redonne



confiance dans la force des luttes collectives.

◀ Lire l'article plus complet sur le site

Orléans (45). MobiliséEs contre la répression antisyndicale

Ce vendredi 13 mars, plus d'une cinquantaine de personnes se sont rassemblées devant la DREETS, au sein de la Cité administrative de Coligny à Orléans, en soutien à Jonathan. Ce rassemblement faisait suite à un premier rassemblement d'une trentaine de personnes mardi 11.

Jonathan est un contractuel qui a vu sa période d'essai (fixée au 31 mars) être brutalement interrompue juste après son élection à la CE de la section locale CGT-TEFP et la révélation de sa candidature sur la liste d'union de la gauche à l'élection municipale d'Orléans. Alors qu'il donnait toute satisfaction à son poste, la direction a décidé qu'il ne faisait pas l'affaire.

Un rassemblement a donc eu lieu vendredi 13, alors que Jonathan venait de recevoir l'arrêté mettant fin à sa période d'essai. Étaient représentés différents syndicats CGT de la Cité administrative (Finances publiques, DDT...) et de l'interpro (Cheminots, La Poste, Chambre des métiers et de l'artisanat, Educ'Action...).

Le député Génération de la 2^e circonscription, Emmanuel Duplessy, a pris la parole en soutien. Le NPA 45 était présent, de même que le PS et LFI via leur candidat aux municipales, ainsi que le PCF. Les discours étaient combatifs, avec l'idée de ne pas en rester là et de faire le lien avec les autres cas de répression dans le Loiret, notamment à l'encontre des grévistes mobilisés à Bastide médical de Saint-Denis-en-Val.

Correspondante

Culture

ROMAN **Le voyage à Paimpol, de Dorothee Letessier**

L'Imaginaire – Gallimard, 2025, 160 pages, 12 euros.

Publié initialement en 1980, alors que l'autrice n'a que 27 ans, *Le voyage à Paimpol* paraît de nouveau dans la collection L'Imaginaire de Gallimard. L'occasion de (re)découvrir une voix singulière.

Maryvonne en a marre. Elle étouffe. Elle a besoin de prendre l'air et s'enfuit quelques jours. Elle prend le car pour Paimpol pour fuir l'usine, la vie de famille, sa vie de mère. Ainsi commence ce beau premier roman de Dorothee Letessier, écrit à l'époque où l'autrice est ouvrière chez Chaffoteaux à Saint-Brieuc et fantasme cette fuite au loin.

Précision du regard

Tout est dans la précision du regard dans ce roman. Elle y raconte l'aliénation conjugale et au travail, le temps exalté des grèves, des rêves de révolution, et le syndicalisme du quotidien, faute de mieux.

Elle y montre ce que l'usine fait aux corps et aux couples, la déprime du week-end et en particulier du dimanche. Avec un humour mordant, elle croque les habitus de classe, la condescendance un peu misérabiliste de la classe moyenne de gauche, de la petite-bourgeoisie commerçante, des contremaîtres dans la boîte... Et la difficulté à trouver sa place, à occuper l'espace face à eux, sans détonner.

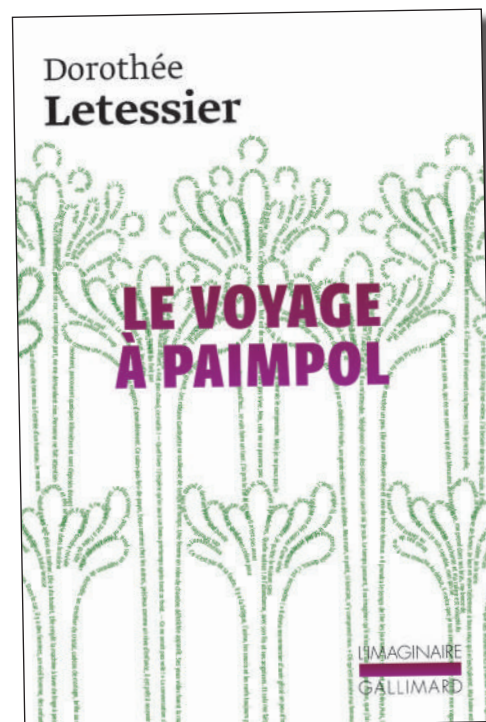
Un roman féministe et insolent

C'est un livre féministe, subversif par le sujet qu'il traite, avec une mère de famille qui ose abandonner les siens, ne serait-ce que quelques jours. Un livre sur le corps, sur les sororités à l'usine.

Avec son insolence ouvrière, Maryvonne raconte « tout ça ». Mais ce n'est pas un récit de non-fiction narrative, un pamphlet, un roman à thèse, ni même une autofiction... C'est un roman drôle, doux, qui sonne vrai.

Très bien servi par les deux préfaces de Maylis de Kerangal et Rebecca Zlotowski, ce livre est une merveille, à lire et relire. Peut-être dans un car, ou un train, pour Paimpol, ou ailleurs. Pour fuir, nous aussi.

Sally Brina



► la librairie La Brèche,
27, rue Taine, Paris 12^e, M° Daumesnil

★ la-breche.com

BANDE DESSINÉE **Tokyo 68, d'Hélène Aldeguer & Chelsea Szendi Schieder**

Éditions Libertalia, 2025, 173 pages, 22 euros.

En dehors de quelques épisodes, nous avons généralement une connaissance rudimentaire de l'histoire militante japonaise. Pourtant, le Japon a connu une gauche révolutionnaire puissante qui a nourri une tradition marxiste particulièrement importante et toujours vivante.

La bande dessinée *Tokyo 68* nous plonge dans l'extrême gauche militante de l'année 1968, semblable à celle de la France des mêmes années. Les deux héroïnes, Hiromi et Kazuko, appartiennent à une génération d'étudiantEs résolument opposée au militarisme, à l'impérialisme étatsunien et à la guerre du Vietnam.

Un mouvement étudiant radical

Comme en France, le mouvement étudiant japonais est radical, les différences idéologiques sont affirmées avec force par des organisations rivales (jeunesses communistes, maoïstes, différentes tendances trotskistes) et les affrontements avec la police sont nombreux et spectaculaires. En effet, la Zengakuren (ligue qui réunit les militantEs étudiantEs d'extrême gauche indépendamment de leur tendance) met au point des techniques de manifestation très caractéristiques : les militantEs portent des casques permettant d'identifier leur appartenance et de se protéger de la police qu'ils et elles combattent à l'aide de longs morceaux de bois semblables à des lances.



Dessiner la violence

Les dessins d'Hélène Aldeguer (qui a notamment réalisé une BD sur la vie d'Emma Goldman)

rendent parfaitement compte de cette violence politique qui s'est malheureusement reproduite dans les rapports internes

aux révolutionnaires. Ainsi, les années 1970 voient près d'une centaine de militantEs perdre la vie dans des règlements de comptes entre organisations révolutionnaires (uchigeba). Cette violence a marginalisé le mouvement et c'est un point sur lequel la BD se montre très critique en reproduisant les scènes pénibles d'affrontement avec la jeunesse du Parti communiste (opposé au mouvement des étudiantEs) ou Kakemaru-ha (le mouvement gauchiste le plus sectaire du Japon).

Une sensibilité féministe et écologiste

L'historienne Chelsea Schieder, scénariste de la BD, marque une certaine distance avec les militantEs organisés des fractions qu'elle dépeint le plus souvent comme dogmatiques et misogynes, critiquant leur attitude machiste et la division sexiste du travail militant. Elle met plutôt en valeur l'auto-organisation des étudiantEs dans les comités anti-répression, l'occupation des universités et le Zenkyoto (comité de lutte unie de tous les campus). Cette attention des autrices, accordée à l'expérience vécue par ces femmes militantes plutôt qu'aux débats entre organisations, se porte aussi sur la sensibilité féministe et écologiste qui se développe en 1968 et va marquer tout l'archipel dans les années suivantes.

Camille Nashorn

4^e INTERNATIONALE Débats autour du Manifeste pour une révolution écosocialiste à Toulouse

Le 5 février 2026, un débat public s'est tenu à Toulouse autour du « Manifeste pour une révolution écosocialiste » de la 4^e Internationale, avec Franck Gaudichaud (NPA-A 31), Geneviève Azam (économiste, revue Terrestres), Alexandra Nogarède (FSU 31) et Bernard Deswarte (GES).

Ce texte, fruit de plusieurs années de travail collectif international, propose une « utopie socialiste concrète » face à une double urgence : enrayer les régressions sociales et démocratiques liées au capitalisme et éviter une catastrophe écologique sans précédent.

Un texte destiné à être enrichi

Franck Gaudichaud a présenté un manifeste conçu comme un outil ouvert, à enrichir par le débat et les luttes. Il insiste sur la nécessité d'un programme écosocialiste rompant avec le productivisme, y compris celui du mouvement ouvrier historique. Inspiré des luttes en Amérique latine et ailleurs (buen vivir, décroissance, communs), il propose une société centrée sur l'être plutôt que l'avoir. Le texte défend une décroissance « juste et choisie », impliquant une rupture avec le capitalisme et les modèles autoritaires du 20^e siècle, et faisant porter l'essentiel des efforts sur les classes dominantes et les pays impérialistes. Les parties stratégiques du manifeste articulent les revendications transitoires classiques (contrôle ouvrier, levée du secret bancaire, expropriations) avec les



enjeux écologiques. Elles avancent des mesures comme des plans publics face aux crises climatiques, la relocalisation de la production, l'interdiction de l'ultraluxe ou encore la souveraineté alimentaire. Le texte insiste sur une planification démocratique

« par en bas », inspirée des communs et d'expériences concrètes comme le Rojava ou les Zapatistes.

Un débat franc, riche et fraternel

Les discussions ont permis de soulever plusieurs critiques. Geneviève Azam a contesté la notion de « crise climatique », préférant parler de « catastrophe écologique » globale, irréductible à une approche économique. Elle a pointé un manque de prise en compte du monde paysan et de l'écoféminisme, et insisté sur la nécessité de « repolitiser la nécessité » en revalorisant le travail de subsistance. Alexandra Nogarède a, de son côté, insisté sur les enjeux concrets du partage du travail, de la reconversion écologique et du dialogue entre écologie radicale et syndicalisme, en s'appuyant notamment sur l'expérience de l'Alliance écologie et sociale.

La soirée a donné lieu à un débat riche et amical, appelant à poursuivre collectivement l'élaboration de perspectives écosocialistes.

◀ Lire en intégralité le compte rendu de cette rencontre par Marion Gary





LE NPA-A AU SECOND TOUR DES MUNICIPALES 2026

PAS UNE VOIX NE DOIT MANQUER

Le NPA-A a obtenu un nombre significatif d'éluEs dès le premier tour de ces élections. Nous reviendrons plus en détail sur l'ensemble de nos résultats dans les semaines à venir. Pour l'heure, nous mettons l'accent sur plusieurs communes où le NPA-A est engagé dans des listes présentes au second tour, dans des configurations locales variées.

ALENÇON

Le NPA-A était engagé dans la liste Gauche Unie avec le PCF, les Écologistes, LFI et le Pôle citoyen, qui obtient 15%, avec notre camarade Johnny en tête de liste. Notre liste se situe derrière la droite LR (31%) et un RN à 18%, tandis que la liste de la maire sortante PS, très droitisée, ne fait que 17%. Dans ce contexte, la liste se maintient sans fusion. D'une part, la composition de la liste PS rend toute alliance impossible; d'autre part, les réserves de voix étant majoritairement à droite, une fusion ne permettrait pas de battre la droite. Le maintien vise donc à défendre une ligne politique claire et à construire une opposition de gauche face à une mairie de droite et à un RN fort. Nous aurons donc un ou deux éluEs NPA-A.

IVRY^S/SEINE

Dans une ville historiquement ancrée à gauche, le NPA-A était présent dans la liste unitaire PC/LFI/Écologistes/NPA-A/L'Après/Génération-s, arrivée largement en tête avec 45,6%. Face à une droite à 14% et un RN à 11%, maintenu au second tour, une quadrangulaire se profile. Le NPA-R fait 3,6%. Sans fusion, la victoire de la gauche est très probable, avec la perspective d'un élu NPA-A et l'enjeu d'empêcher le RN d'entrer au conseil.

KEMPER QUIMPER

Une quadrangulaire oppose la liste PS-PCF-EÉLV, arrivée largement en tête avec 46,7%, à la droite (32,3%) et au RN (10,9%). La liste « Union pour

Kemper, solidaire et populaire » (LFI-NPA-A-Gauche bretonne-non-encartéEs) obtient 10,1%. Notre liste devrait avoir deux éluEs, dont un NPA-A.

LORIENT

Le NPA-A a participé à la liste unitaire « Lorient en commun » pour battre la droite et l'extrême droite. La liste arrive 2e avec 23,2%. Un accord de fusion a été conclu avec le PS, qui a fait 19%. Dans une triangulaire face à la droite (35%) et à l'extrême droite (16%), la gauche unie peut l'emporter face à la droite, avec la possibilité d'un élu NPA-A.

METZ

La gauche partait divisée en trois listes. Le NPA-A était avec LFI et Génération-s. Face au maire sortant (43%) et à un RN à 17%, les scores sont limités. Notre liste fait 10,4%, le PS 13,4%, et la liste EÉLV/PCF/L'Après/Parti animaliste fait 9,9%. Pour le second tour, seule une fusion partielle a été possible avec EÉLV et le PCF, le PS refusant l'union. L'objectif est de dépasser le RN pour éviter qu'il ne devienne la principale opposition.

OYONNAX

Le second tour se joue dans une triangulaire marquée par une domination de la droite et de l'extrême droite. La liste de droite « Avançons ensemble pour Oyonnax » arrive en tête avec 43,9%, talonnée par une liste d'extrême droite à 42,3%. La liste d'union de la gauche « Oyonnax en commun »

(PCF, LFI, EÉLV, PS, NPA-A et non-encartéEs) obtient 10,6%.

RENNES

Le second tour voit une triangulaire serrée : PS/EÉLV/PC/UDB à 34,5%, droite (Horizons) à 22,5%, LFI/NPA-A à 18,6%. Malgré l'appel à l'union de notre liste, le PS refuse toute fusion. Avec peu de réserves, le PS prend le risque de laisser passer la droite si elle arrive à agréger les voix du RN (6,7%) et celles de LR (6,3%).

ROANNE

Le maire sortant Yves Nicolin arrive en tête avec 49% des voix, tandis que la liste L'Avenir à gauche en Roannais obtient 24,33%. Le maire réalise un score comparable à celui du précédent scrutin. Le premier tour est marqué par une abstention d'environ 50%, avec une très faible participation des quartiers populaires, où le vote repose largement sur un électoral plus âgé. Une autre liste, menée par une ancienne colistière du maire, se maintient également pour le second tour. Nous devrions avoir une élue NPA-A.

SAINT-NAZAIRE

La liste du maire sortant David Samzun (PS-Place publique) arrive en tête avec 44,7%. Derrière, la liste « Ensemble, soyons Saint-

Nazaire » (PCF, LFI, Écologistes, Génération-s, Debout, avec le NPA) obtient 22%, devant le RN (17,3%) et une liste macroniste et de droite (13,9%). La présence du NPA permet de renforcer un pôle de gauche de rupture face à une majorité municipale social-libérale. Un meeting de second tour avec Christine Poupin est prévu mercredi 18 mars.

ST-OUEN^S/SEINE

Trois listes se maintiennent au second tour. La liste PS-PCF « Saint-Ouen je t'aime » arrive largement en tête avec 46,6%. Derrière, la liste « Pour Saint-Ouen » (LFI, Génération-s, NPA, AREV) obtient 19,2%, devant l'ex-maire UDI et plusieurs listes de droite ou écologistes dispersées. La présence du NPA-A au sein de cette dernière devrait permettre l'élection d'une camarade au conseil municipal, tout en renforçant un pôle de gauche de rupture.

TOULOUSE

La liste LFI-NPA-A-Assemblée des quartiers réalise une percée majeure en arrivant en deuxième position avec 27,5%, derrière le maire sortant de droite Jean-Luc Moudenc (37,2%), et devant la liste PS et alliés (25%). Ce résultat confirme l'implantation d'une gauche de rupture et récompense un travail militant important dans la ville. Un accord de fusion a été conclu avec la liste PS-PCF-EÉLV-Archipel citoyens, sur une base globalement programmatique et avec une répartition des places proportionnelle aux résultats : 28 éluEs potentiELes pour notre liste, 24 pour la leur. François Piquemal serait candidat à la mairie, avec un partage des responsabilités à la métropole. Dans tous les cas, le NPA-A aura au moins une élue, et jusqu'à trois en cas de victoire.

Si, sur le papier, la gauche unie totalise plus de 52%, la victoire est loin d'être acquise. La droite va intensifier sa campagne réactionnaire, déjà marquée par des attaques contre LFI et les écologistes, tandis que certains secteurs liés au PS tentent de délégitimer l'accord en reprenant des accusations infondées. Le RN et Reconquête, bien que relativement faibles, représentent une réserve de voix non négligeable pour la droite.

Au-delà de l'enjeu local, ce second tour est un test politique majeur : la possibilité qu'une coalition menée par LFI, avec une présence visible du NPA-A, l'emporte dans une grande métropole. En cas de victoire, la situation serait inédite, avec des tensions possibles au conseil municipal et la nécessité de s'appuyer sur les mobilisations pour imposer les mesures du programme. Une opportunité stratégique pour articuler action institutionnelle et luttes sociales.

Synthèse par la rédaction

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion@lanticapitaliste.org

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
[NPA Lanticapitaliste](#)
[L_anticapitaliste](#)
[Lanticapitalis1](#)
anticapitaliste.presse
[lanticapitaliste](#)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°172-173 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



L'image de la semaine

